

LES ENJEUX RURAUX ET AGRAIRES EN AFRIQUE

Un rapport de l'ONU publié à l'automne 2004 indique qu'en 2030, 60 % de la population sera urbaine, soit 5 milliards de citoyens, dont seulement une infime minorité habiterait dans les pays riches. Car chaque année, des millions de ruraux poussés par la misère migrent des campagnes vers les villes. L'exode rural frappe en effet de par le monde entre 40 et 50 millions de personnes par an.

Et le phénomène ne peut que s'accroître quand on sait que sur les 830 millions d'humains souffrant de la faim, les 3/4 sont des paysans et le 1/4 restant des ex-ruraux venus s'agglutiner dans les bidonvilles des grandes métropoles des pays en développement, aggravant ainsi dangereusement les difficultés liées à la surpopulation. Déjà les villes sont, au Sud mais également au Nord, aux prises avec les problèmes persistants d'une pauvreté croissante, d'inégalités qui se creusent, d'une criminalité et d'une délinquance qui se développent, etc., entraînant une détérioration sensible des conditions de vie d'une partie majeure des populations.

Il n'est que de regarder ce qui se passe actuellement dans les plus grandes villes d'Afrique, d'Amérique du Sud ou d'Asie pour percevoir à quel point la situation devient dramatique.

Qu'en sera-t-il demain avec cet afflux massif de populations rurales, démunies de tout, spoliées du droit de vivre sur leur terre par les logiques ultralibérales de la concurrence internationale, et à qui la ville n'aura rien d'autre à offrir qu'un maigre espace dans les bidonvilles et une pauvreté qui sera plus déstabilisatrice moralement et physiquement que la pauvreté rurale traditionnelle, en raison de leur concentration dans un lieu où elles côtoieront la plus grande richesse et où les

pénuries d'aliments, d'eau, d'énergie et le manque d'hygiène seront davantage et durablement ressentis ?

Certains chercheront leur salut dans une migration vers les villes du Nord, un nouvel Eldorado qui se révélera très vite n'être que des territoires de désespérance.

Tous les équilibres sociaux et économiques mondiaux vont être bouleversés.

Si au cours des ^{xix}^e et ^{xx}^e siècles les villes du Nord ont pu absorber des dizaines de millions de ruraux de leur propre pays ou issus de l'immigration, par vagues successives (polonaise, italienne, portugaise, espagnole, irlandaise, vietnamienne, chinoise, indienne, algérienne, marocaine, etc.), c'est parce que celles-ci étaient en mesure de leur assurer un emploi et de meilleures conditions de vie. Il n'en est plus de même aujourd'hui.

Il y a donc urgence à trouver des solutions pour que n'explode pas cette bombe à retardement qu'est l'explosion démographique urbaine.

En effet, si le taux de croissance de la population urbaine n'était pas stoppé et si les migrations des ruraux continuaient, les terres cultivables seraient réduites, aggravant les problèmes de sous-alimentation ; l'eau pour produire les aliments se raréfierait ; la demande d'énergie augmenterait. Il en résulterait d'importantes pollutions, une situation sanitaire dangereuse, des violences et des conflits aggravant l'insécurité.

Si le développement des territoires ruraux se révélait impossible, les villes deviendraient ainsi invivables, et plus de 150 pays sur la planète seraient ingouvernables.

Aucune politique de la ville digne de ce nom, au Nord comme au Sud, assurant à chaque citoyen emploi, logement et qualité de vie ne réussira en amont s'il n'est pas mis fin à la désertification et à la paupérisation des campagnes, en permettant aux ruraux de vivre et de travailler dignement sur le territoire.

L'Afrique est particulièrement concernée

En effet, l'agriculture occupe une place centrale dans l'économie africaine, fournissant 30 à 50 % du PNB dans la plupart des pays et est la source majeure de revenus et de moyens d'existence pour 70 à 80 % de la population.

Selon la FAO, la proportion de personnes sous-alimentées est la plus forte en Afrique subsaharienne, 33 % de la population contre 16 % en Asie/Pacifique et 10 % en Amérique du Sud/ Caraïbes. En 2005, sur les 36 pays confrontés à de graves pénuries alimentaires, 23 se situent en Afrique.

C'est aussi l'Afrique subsaharienne, qui est la seule région du monde où la production vivrière par habitant n'a pas augmenté.

L'écart ne cesse de s'élargir entre l'Afrique et les pays développés pour ce qui concerne la production agricole.

En Afrique, l'agriculture fait face à un double défi : produire plus et mieux pour répondre à la croissance des besoins alimentaires et en particulier approvisionner les villes ; assurer des revenus et donc des emplois à la population rurale afin de réduire les flux migratoires et lutter contre les inégalités et la pauvreté qui concernent d'abord les campagnes. La situation est différente selon les pays entre l'Afrique de l'Ouest et les pays anglophones comme le Zimbabwe, l'Afrique du Sud et la Namibie. Comme toutes les agricultures du monde, et à l'exception de quelques complexes agricoles et agro-industriels de type capitaliste, les agricultures ouest-africaines sont d'abord familiales. Une agriculture familiale peu productive.

Dans un rapport du Club du Sahel de l'Afrique de l'Ouest, trois types d'exploitations familiales (en indiquant que ces catégories sont loin d'être hermétiques) sont identifiées :

- des exploitations orientées vers le marché, organisées autour d'une culture d'exportation, comme le coton, le café, les fruits et les légumes. Ces exploitations sont sujettes aux risques de fluctuations importantes des cours sur les marchés mondiaux. C'est notamment le cas du coton au Mali et au Burkina Faso, ou du cacao en Côte d'Ivoire pour ne prendre que ces deux exemples ;
- des exploitations dans lesquelles les céréales équilibrent les cultures d'exportation et cela pour se protéger contre les aléas climatiques et les risques de marché ;
- des exploitations orientées vers la production de céréales. Une partie de cette production couvre les besoins domestiques, l'autre est destinée à la vente. Cette catégorie regroupe les foyers les plus pauvres ayant un accès limité aux intrants et aux marchés, avec peu de matériel et peu de cheptel. Dans de nombreux endroits, ces foyers connaissent d'importantes difficultés à subvenir à leurs besoins.

Quant à l'agriculture des anciennes colonies anglaises : Zimbabwe, Namibie et Afrique du Sud, elle est encore pour l'essentiel aux mains de grands propriétaires blancs, même si le Zimbabwe a lancé une tentative de redistribution des terres et si la Namibie travaille à la mise en place d'une réforme agraire pour permettre l'accès à la terre aux ouvriers agricoles et paysans sans terre.

Quant à l'Afrique du Sud, fin 2001, moins de 2 % des terres étaient passés de propriétaires blancs à des propriétaires noirs dans le cadre du programme de réforme agraire.

La question agraire est donc tout aussi forte dans ces pays que dans l'ensemble de l'Afrique et représente un enjeu fort pour l'avenir du continent.

Les paysans sont soumis à des contraintes de deux ordres : des contraintes « externes » aux exploitations comme les politiques agricoles internationales, et des contraintes « internes » souvent liées à la pauvreté.

Du point de vue des contraintes « externes », la libéralisation du commerce agricole impulsée ces quinze dernières années par la Banque Mondiale et l'OMC, a créé de nombreux déséquilibres économiques, sociaux et écologiques entre les agriculteurs du Nord et du Sud. Les pays africains ont été contraints d'ouvrir leur marché avec comme conséquence une impossibilité pour les exploitations familiales de concurrencer les agricultures du Nord et de certains pays du Sud bénéficiant de larges soutiens.

Car les pays du Nord continuent à soutenir activement leurs agriculteurs, soumettant ainsi à une concurrence non équitable les paysans du Sud, moins bien équipés et non subventionnés. Les agriculteurs du Sud doivent ainsi faire face à des importations abusives et non contrôlées qui affectent les revenus des exploitations familiales. On l'a vu récemment au Cameroun, avec l'importation de poulets congelés d'Europe qui a quasiment ruiné les petits producteurs locaux.

L'absence ou l'inadéquation de politiques agricoles nationales ou sous-régionales constitue également un frein au développement des agricultures du Sud. Pourtant, la déclaration de Maputo lors de la 23^e conférence régionale pour l'Afrique visait à consacrer 10 % du budget national de chaque pays au secteur agricole. Cela n'a pas été suivi d'effet. La moyenne se situant entre 2 et 5 %. Il faut espérer que le plan d'action pour l'élaboration d'une politique agricole commune décidée fin 2004 par la CEDEAO (Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest) ne sera pas simplement une déclaration d'intention.

Jusqu'à aujourd'hui, force est de constater que l'agriculture n'est pas considérée comme un secteur prioritaire. Pourtant, 70 % de la population africaine vit en secteur rural. On ne peut donc que se réjouir de constater que la Banque mondiale dont le rôle a été plus que néfaste dans les agricultures des pays du Sud, vienne enfin, dans son rapport sur le développement dans le monde 2008 intitulé « L'agriculture au service du développement », procéder à un début d'autocritique en

soulignant la nécessité de se préoccuper fortement des questions agricoles et rurales.

Les paysans sont aussi soumis à des contraintes « internes » étroitement liées aux problèmes de pauvreté dans le Sud. De manière non exhaustive, nous pouvons citer :

- les difficultés d'accès aux facteurs de production (intrants agricoles, eau, accès à la terre, faiblesse des capitaux et des ressources propres dues à l'irrégularité des revenus de l'agriculture, etc.) ;
- les difficultés liées aux ressources humaines (analphabétisme, manque de formation) ;
- l'insuffisance de services et de produits financiers de proximité permettant un accès des exploitations familiales au crédit ;
- l'extension du SIDA est également un facteur aggravant. En Afrique Australe, au moins une personne sur cinq travaillant dans le secteur agricole décèdera avant 2020 ;
- la dégradation et l'appauvrissement des sols sont aussi un frein pour le développement de l'agriculture africaine.

Face à cela, on nous parle de « révolution verte » pour l'Afrique, reprenant le célèbre slogan des années 60 en Europe ou dans les années 70 en Asie. C'est une nécessité pour l'Afrique. Mais tout dépend le contenu qu'on y met.

La Banque mondiale, l'UE avec l'aval de nombreux gouvernements africains voulaient favoriser le modèle d'une agriculture intensive, et plus particulièrement le développement des cultures de rente au détriment des cultures vivrières (coton, cacao, etc.), tel est le cas du Mali et de l'Office du Niger. Et pour améliorer les rendements, on insiste sur le développement des cultures OGM, avec la volonté d'attirer des capitaux privés pour dynamiser les exploitations agricoles.

On peut se demander si la perspective d'attirer les capitaux privés dans l'agriculture sahélienne ne relève pas du fantasme et si cela n'a pas pour fonction de camoufler une incapacité à penser et à mener une politique agricole en rapport avec la réalité concrète de ces pays.

L'avenir de l'agriculture africaine et de ses paysans ne passe-t-il pas plutôt par le maintien et le développement d'une agriculture familiale paysanne ? Et de ce point de vue, la structuration d'organisations paysannes et de réseaux paysans en émergence n'est-elle pas un élément d'espoir pour ce continent ? Espérons que les évolutions récentes de la Banque mondiale seront suivies d'effets concrets sur le terrain.

En effet, l'objectif n'est-il pas d'inventer un mode de développement agricole et rural à l'opposé du modèle occidental,

d'une agriculture de plus en plus mécanisée et utilisant massivement les produits chimiques, avec de moins en moins d'hommes, en permettant au contraire de fixer les populations rurales, d'accroître leurs revenus, de renforcer leur territoire qui sont le plus souvent dégradés et d'améliorer leur vie ?

Il faut faire renaître et promouvoir « l'agriculture familiale paysanne » qui outre qu'elle favorise la souveraineté alimentaire par l'activité qu'elle entraîne en termes d'emploi, fait vivre les territoires ruraux et lutte contre la désertification.

Bien entendu, cela nécessite de sortir du moule des politiques ultralibérales agricoles et commerciales qui ont mené à la destruction des économies rurales. De nouvelles règles du commerce agricole doivent être mises en œuvre pour sortir de la logique de concurrence et du tout à l'exportation, pour viser à assurer la souveraineté et la sécurité alimentaires de chaque pays, ainsi que des relations commerciales équitables.

Il faut lever les obstacles s'opposant à l'accès à la terre, à l'eau, aux semences et aux divers moyens de production et, pour cela, les réformes agraires adaptées aux conditions de chaque pays doivent être mises en œuvre.

Des mesures doivent être prises, en accord avec les pouvoirs publics des États concernés, avec l'aide et la participation financière des organismes internationaux pour apporter des améliorations techniques, agronomiques et financières ; améliorer la valeur ajoutée des produits (transformation sur place, organisation des marchés interrégionaux, désenclavement accéléré, marché plus fiable, développement de coopératives de production et de transformation) et diversifier les activités agricoles ou rurales (artisanat, tourisme rural, etc.). Il est également essentiel d'améliorer l'accès à l'information, à la formation et au conseil sur les activités agricoles et non agricoles, et de donner des perspectives aux jeunes pour qu'ils restent dans le monde rural.

Ce n'est qu'à ce prix que les villes et leur population retrouveront un véritable avenir et que les populations rurales pourront vivre dans la dignité sur la terre de leurs ancêtres.

JEAN-CLAUDE MAIRAL

**Vice-président du Conseil régional d'Auvergne,
animateur du séminaire de la Fondation Gabriel Péri,
« Les enjeux ruraux et agricoles en Afrique »**